

F1 : ce que va rapporter et coûter le GP de France

Dix ans après la dernière édition dans l'Hexagone, la F1 fera son retour en juin prochain, ce qui devrait générer 65 millions d'euros de retombées.

PAR ANTOINE GRENA PIN

Publié le 06/09/2017 à 12:53 | Le Point.fr



Sebastian Vettel (Ferrari) lors d'essais au circuit du Paul-Ricard l'an dernier. En juin 2018, le GP de France devrait attirer au moins 65 000 spectateurs pour le grand retour de la F1 dans l'Hexagone. © DPPI Media / MARC DE MATTIA

Les fans de Formule 1 attendent ce rendez-vous avec impatience. Le 24 juin prochain, la catégorie reine du sport automobile fera son grand retour en France. Dix ans après le dernier Grand Prix de Magny-Cours, c'est le circuit Paul-Ricard, au Castellet (à 40 kilomètres à l'est de Marseille) qui va recevoir les meilleurs pilotes de la planète. Alors qu'une conférence de presse a eu lieu ce mercredi, pour dévoiler notamment l'identité visuelle de l'événement et faire découvrir le tracé adapté aux monoplaces, Le Point.fr s'est penché sur le coût et les retombées économiques attendues.

14 millions de subventions publiques

« Il ne faut pas oublier que l'objectif des collectivités territoriales n'est pas d'engendrer des bénéficiaires », souligne d'emblée Christian Estrosi, joint par Le Point.fr. L'actuel maire de Nice, grand artisan du retour de la F1 sur le sol national, a en effet pris la tête du groupement d'intérêt public (GIP) créé pour l'événement. Ce GIP regroupe la région Paca, deux départements (Var et Bouches-du-Rhône) et des municipalités (Marseille et Toulon). Au total, 14 millions de subventions publiques soutiendront le projet, dont le coût total est estimé à 30 millions d'euros.

Par ailleurs, le business plan table sur des recettes directes de 16 millions d'euros, dont 14 millions en provenance de la billetterie. Afin d'assurer cet aspect, les organisateurs espèrent attirer 65 000 personnes, un objectif largement à la portée de l'événement. À titre de comparaison, le Bol d'or, une des manches du Championnat d'endurance en moto qui se tient au circuit Paul-Ricard, a accueilli 74 000 personnes en 2015 et 65 000 l'an dernier.

Des billets « dans la moyenne des tarifs pratiqués en Europe »

À propos des tarifs des billets, Christian Estrosi se montre rassurant : « Ce sera dans la moyenne des prix pratiqués dans les autres Grands Prix européens comme Monza (Italie) ou Spa (en Belgique). » Cette saison, les billets en Belgique étaient disponibles à partir de 125 euros pour l'ensemble du week-end (essais libres, qualifications, course) et 90 euros en Italie. « Nous fournirons également des billets aux tarifs avantageux pour

les jeunes issus des lycées professionnels et des quartiers défavorisés de la région », assure Christian Estrosi, qui insiste, à chaque sortie médiatique, sur le caractère « populaire » de l'événement.

Le GIP espère également attirer une clientèle étrangère importante (environ un tiers des fans attendus) et mise sur l'attractivité de la région et la proximité avec la côte. « Nous espérons que les spectateurs restent plusieurs jours sur place, d'où l'importance que le Grand Prix ne se déroule pas en pleine saison estivale, mais juste avant, à la fin juin », plaide Christian Estrosi. L'organisation l'an dernier de l'Euro de football (dont certains matches ont eu lieu à Marseille et à Nice) ou encore celle d'une des régates préparatoires à la Coupe de l'America (à Toulon) démontraient déjà la volonté du public de prolonger leur séjour.

La création attendue de 500 emplois

Les hôteliers, les commerçants et les restaurateurs pourront ainsi bénéficier de l'afflux des dizaines de milliers de fans. Ainsi, les retombées économiques liées au Grand Prix pourraient avoisiner les 65 millions d'euros. Par ailleurs, la manche de F1 devrait engendrer la création de 500 emplois.

« Il s'agit d'emploi dans le tourisme, le commerce, mais aussi pour les entreprises qui pourront bénéficier du circuit comme un pôle de développement et d'innovation », précise Christian Estrosi. Une façon de faire perdurer l'attractivité du Paul-Ricard en attendant la prochaine venue des pilotes de F1 puisque le contrat établi entre le GIP et la FOM (Formula One Management, qui dirige la F1) porte sur les cinq années à venir.